

Service d'Éducation permanente Ceméa

Belgique (Fédération Wallonie Bruxelles) |

Ceméa BE



Avenue de la Porte de Hal 39/3, 1060 Bruxelles

Thèmes développés

Éducation populaire, animation volontaire, petite enfance, accueil temps-libres, culture, école, égalité des genres, santé mentale, inclusion ...

Activités

Les activités du Service d'Éducation Permanente des CEMEA sont renforcées par un travail réflexif structuré au travers de différentes équipes pédagogiques, groupes de travail internes ou en partenariat – qui alimentent notre travail de conceptualisation des pratiques et nous permet de participer à divers espaces de réflexion et de construction. À titre d'exemples :

- Organisation de séjours et plaines de vacances pour enfants de 2,5 à 16 ans et pour les familles.
- Formations initiales et continues pour les enseignant-e-s du primaire et du secondaire.
- Formation initiale et continuée dans l'Accueil Temps Libre (péri/extrascolaire)

- Formations à l'animation et à la coordination de centres de vacances
- Formation à l'animation socioculturelle
- Éducation à l'égalité des genres
- Formations autour du numérique (libre, critique et éthique)
- Insertion socioprofessionnelle
- Organisation d'un Festival du Film d'Éducation
- Groupes d'activités, environnement, santé mentale

Les CEMEA organisent :

- **Séjours et plaines de vacances**
- **Accompagnements d'équipes**

Formations

- Formations d'animateurs-animateuses de centres de vacances (habilité par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles)
- Formations d'animateurs-animateuses et/ou coordinateurs-coordinatrices d'équipes au sein d'associations, de maisons de jeunes/quartier, de centres culturels et de loisirs, de milieux d'accueil extrascolaires, de milieux d'accueil collectifs ou de centres de vacances
- Formations continues pour les enseignant.e.s
- Formation qualifiante à l'animation : pour les demandeur.se.s d'emploi souhaitant acquérir une qualification et un brevet débouchant sur les métiers de l'animation
- Formations pour intervenant.e.s de la petite enfance et intervenant.e.s de l'accueil temps libre
- Formation tous publics : thèmes sont divers

- Formations et interventions à la demande

Outils disponibles [ici](#)

Publications

[Facebook](#)

[Site web](#)

[Mastodon](#)



<https://www.cemea.be> | +322 543 05 94

CONTACT : Geoffroy Carly

Email : geoffroy.carly@cemea.be



Explorations et rencontres engagées en territoire québécois

Conseil québécois des loisirs

Dans le stade olympique, après un dédale de couloirs où nous croisons la fédération de Curling, de Hockey et d'Ultimate, nous sommes accueilli-e-s par Sonia Vaillancourt dans les bureaux du Conseil Québécois des Loisirs.

Nous échangeons sur la formation d'animateur, animatrice en

Belgique et au Québec. Elle nous explique comment est organisé le DAFA (diplôme d'aptitude aux fonctions d'animateur).

Au fil de la discussion, nous nous rendons compte que nous partageons les mêmes valeurs ainsi qu'une vision commune du temps libre. Nous faisons également le constat que la réalité politique et institutionnelle de l'organisation du temps libre et des loisirs au Québec est très différente. Cette rencontre réveille en nous des envies d'échanges et de mobilités pour les animateurs et animatrices québécois-e-s et belges.



Bâtiment 7

Après avoir longtemps cherché un bus qui nous emmènerait dans le quartier de Pointe-Saint-Charles, nous arrivons enfin au Bâtiment 7. Dans ce quartier ouvrier, ancien fleuron de l'industrie ferroviaire canadienne, des habitant-e-s se battent depuis plus de 20 ans pour préserver une ancienne usine de la destruction et d'un projet de construction d'appartements de luxe. Nous y rencontrons Natacha Alexandroff, citoyenne du quartier, qui fait partie de l'aventure depuis le début. Aujourd'hui, le propriétaire du terrain et du bâtiment a cédé une partie de celui-ci au collectif « 7 à Nous ». Dans le bâtiment, il y a des ateliers de céramique, de réparation de vélo, de menuiserie, un espace de jeux vidéo, une fonderie... où chacun-e peut venir réaliser ses projets. Une épicerie s'est également installée, les membres y consacrent quelques heures chaque mois et bénéficient de prix réduits en échange de leur temps. Une micro-brasserie propose un espace de rencontres où l'on peut se retrouver pour manger et goûter leur bière. Des musiciens s'y retrouvent tous les dimanches pour jouer ensemble. Natacha nous raconte l'histoire du quartier, du bâtiment, des luttes

d'aujourd'hui et de demain: « Ce n'est jamais fini ! ». Le Bâtiment 7 et le collectif « 7 à Nous » luttent encore aujourd'hui pour maintenir le lieu accessible, contre la gentrification du quartier et pour obtenir le reste du bâtiment et du terrain.

Le multimillionnaire qui en est le propriétaire essaye encore aujourd'hui de mettre la pression en voulant construire des appartements luxueux. Le collectif « 7 à nous », au travers de sa lutte pour le Bâtiment 7, milite au quotidien pour rendre aux habitant-e-s du quartier du pouvoir sur ce qu'ils et elles vivent et sur leur milieu.



Mouvement d'Éducation Populaire et d'Action Communautaire du Québec

Suite à nos rencontres en 2016 au Forum Social Mondial, puis à notre participation en 2017 au colloque du MEPACQ ((Mouvement d'Éducation

Populaire et d'Action Communautaire du Québec) intitulé « En action pour la justice sociale », nous avons été invité-e-s à l'Assemblée Générale Annuelle du MEPACQ. Gabriel Dumas et Jana Tosdado, deux permanent-e-s du MEPACQ, nous hébergeaient lors de notre venue à Montréal. Nous avons découvert la ville et sa culture en leur compagnie. Nous nous sommes retrouvé-e-s avec la troisième permanente du mouvement, Valerie Lepine, pour échanger nos outils, nos perspectives futures et nos pratiques. Dans une discussion autour des liens entre éducation populaire et pédagogie nouvelle, elles et il nous ont fait part des orientations futures de leurs luttes contre le racisme et pour la justice climatique et sociale.

L'assemblée générale annuelle a commencé par une activité de sensibilisation à la situation et l'histoire des autochtones du Canada, « l'atelier des couvertures ». Au travers d'un récit interactif, nous avons incarné physiquement le processus de colonisation. La perte de territoires, les maladies, les injustices et les massacres relatés ont suscité beaucoup d'émotions chez les participants-e-s.

Le lendemain matin, les 11 tables régionales du MEPACQ, qui regroupent chacune plusieurs groupes de base, ont partagé leur actualité avec le reste du groupe. Nous avons été frappé-e-s à quel point nos luttes peuvent être similaires et convergentes. Dans l'après-midi, Bernard Vallée, un des fondateurs du MEPACQ a présenté l'histoire de l'éducation populaire autonome au Québec. Nous avons constaté que nous partageons avec eux des racines et des courants de pensées communs incarnés par des hommes et femmes parfois différent-e-s.

En fin de journée, nous avons proposé aux participant-e-s de l'AGA de découvrir la FICEMÉA et les CEMÉA Belgique. Après avoir vu des pieuvres, des narvals, des bélougas, des oursins et des raies se déplacer dans l'espace, nous nous sommes retrouvé-e-s en petits groupes pour mettre en lumière les points commun entre l'éducation populaire et l'éducation nouvelle. Au départ de phrases qui guident notre action, nous avons décortiqué nos idées, nos pratiques et les leurs. La soirée s'est terminée par une présentation plus formelle de la FICEMÉA et des CEMÉA Belgique.

Les échanges se sont poursuivis de manière plus informelle par la suite. La journée du lendemain était consacrée aux orientations stratégiques et au plan d'action du MEPACQ pour les 4 années à venir. Nous avons pu observer les processus de discussion, négociations et de décision de l'assemblée et y avons retrouvé de la similarité avec nos propres fonctionnements, comme la création de sous-groupes hétérogènes

et de retour au grand groupe.

Et après...

Cette mobilité a été riche en rencontres et en découvertes et a stimulé nos envies d'en découvrir plus ainsi que notre conviction que les luttes pour plus d'émancipation et de justice sociale dépassent les carcans nationaux et internationaux dans lesquels nous évoluons. Il faut pouvoir se rassembler pour continuer la lutte et faire sens.

En bref, c'tait ben ben l'fun.

Simon Ceméa Belgique

Guide de survie en milieu sexiste – Tome 2

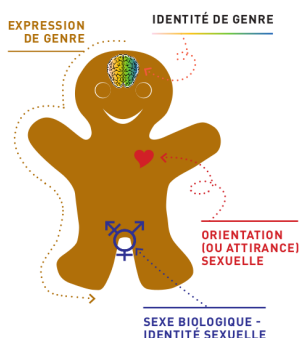
ou comment déconstruire les grands mythes autour des inégalités hommes-femmes

Parce que la lutte pour les droits des femmes et l'égalité des genres continue après le 8 mars, les CEMÉA présentent le second volet du «Guide de survie en milieu sexiste» qui s'adresse à toutes les personnes qui se sentent concernées, de

près ou de loin, par les questions de l'égalité.

« Les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes muscles, ni la même morphologie et ne peuvent donc pas faire les mêmes choses ! », « Aujourd'hui, c'est l'égalité, chacun-e est libre de faire ce qu'il ou elle veut! ». C'était quand même mieux avant, quand l'homme et la femme savaient où était leur place!», « Les gays ne sont pas de vrais hommes ; les lesbiennes ne sont pas de vraies femmes» ...On entend trop souvent encore ce type de phrases insidieuses, sexistes, assassines, que ce soit, dans la rue, au travail, dans les transports en commun, dans la sphère publique comme privée.

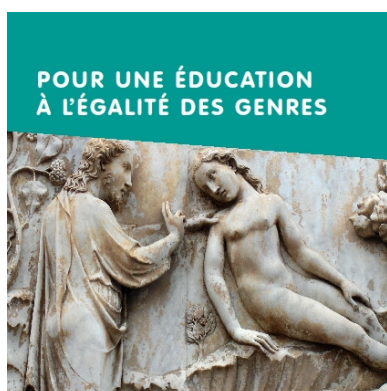
Le Perso-Genre : un outil proposé par l'asbl Les CHEFF
(Fédération des jeunes LGBTQ) et retravaillé par les CEMÉA.¹²⁰



120/ Définitions au départ de l'ouvrage « Et toi, t'es qui-t' ? »
<http://entite.be/wa/wa/fr/encyclopedie-de-la-federation-wallonne-bruxelles>, 2016.

Alors que les langues se délient, que ce soit avec l'affaire #MeToo ou la Ligue du LOL... que les préoccupations d'égalité, pourtant portées depuis des années par les mouvements féministes, surgissent enfin sur le devant de la scène, que les thématiques liées à la question du genre occupent un peu plus l'espace médiatique et les réflexions sociétales, les CEMÉA, Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active, en publiant leur «Guide de survie en milieu sexiste-Tome 2 », visent à la déconstruction de dix grands mythes, fondateurs d'inégalités entre les hommes et les femmes dans notre

société. Ce second volet est issu des réflexions d'un groupe d'une trentaine de militant-e-s du projet «Pour une éducation à l'égalité des genres», des femmes et des hommes, jeunes ou plus expérimenté-e-s, certain-e-s issu-e-s de l'associatif, du travail social ou de l'enseignement, tous et toutes animé-e-s d'une même envie de se questionner, de déconstruire les assignations qui pèsent sur chacun-e et de faire bouger les choses.



GUIDE DE SURVIE EN MILIEU SEXISTE - TOME 2



C'est au cours des rencontres du groupe que sont nées l'envie et l'ambition de rédiger un outil qui permettrait à chacun-e, dans sa vie de tous les jours, d'avoir des arguments pour pouvoir répondre à des phrases comme «C'est comme ça depuis la Préhistoire!», «Les femmes sont faites pour avoir des enfants, c'est l'instinct maternel», « ou encore «De toutes façons, aujourd'hui l'égalité est acquise : qu'est-ce que les féministes veulent de plus?».

Ce genre de phrases lancées au cours d'un repas de famille ou d'une discussion entre collègues, souvent pour clore le débat, et dont vous sentez en les entendant qu'elles relèvent de l'intox, mais que vous avez du mal à infirmer, faute de

références et d'avoir pris le temps de réfléchir à un contre-argumentaire...

Le «Guide de survie en milieu sexiste» s'est donc attelé à la déconstruction de dix de ces grands mythes. Répartie en deux tomes comprenant cinq mythes chacun, la publication n'a pas pour ambition de fournir une recherche exhaustive et figée, mais le travail d'analyse a été rigoureux, croisant différentes disciplines (sociologie, anthropologie, psychanalyse, neurosciences, histoire, biologie...), se référant à des sources et des auteur-e-s varié-e-s. Ce travail propose une autre lecture d'événements, de concepts ou de théories autour de l'égalité femmes-hommes.

Consultation en ligne, Le guide (tome 2) est disponible en version pdf : [ici](#)

Contact Presse : Tiphaine Fabre: tiphaine.fabre@cemea.be / 02.543.05.93

Groupe Genre : Marie-France Zicot : m-f.zicot@cemea.be

Informations : www.cemea.be

Libérer la parole !



Le Gouvernement wallon, a entrepris un exercice de participation directe d'enfants à l'évaluation des mesures du Plan d'actions 2016-2019 relatif aux Droits de l'enfant. Les Ceméa de Belgique ont été au cœur de l'accompagnement de ce projet.

Ce rapport retrace cette aventure menée tambour battant, jalonnée de belles rencontres, de partages de vécus et d'expériences de la part des enfants et des jeunes, de surprises, d'idées et d'enthousiasme, mais aussi d'obstacles, d'interrogations sur ce type de démarche.

Cet article synthétise ce rapport dont l'objectif est d'organiser et de structurer la parole des enfants, des idées et des témoignages que les enfants et les jeunes ont construits et partagés.

Dans le processus mis en œuvre pour cette expérience de consultation participative, nous avons porté une attention

particulière à faire vivre aux enfants des moments de réelle expression et participation. Pour chaque rencontre, nous avons pensé des temps d'activités qui ont permis aux enfants et aux jeunes de vivre l'article 12 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.



bty

Accueillir la parole

Les conditions nécessaires à la participation et à l'expression des enfants ont été pensées et réunies :

- du temps pour jouer et se rencontrer,
- une attention à retenir tous les prénoms,
- l'instauration d'une relation de confiance entre les animateurs et animatrices et les enfants,
- l'installation et l'aménagement de manière à ce que chacun-e puisse se voir et se parler (notamment en cercle de chaises),
- une attention à ce que chacun-e prenne la parole et puisse dire ce qu'elle-il a à dire,
- de la place à tout ce que les enfants amènent sans opérer de tri sur le moment-même,

- une proposition d'activités qui rendent les enfants acteurs, actrices du moment et pas consommateurs, consommatrices d'un discours désincarné,
- un ajustement durant et entre les séances pour chaque groupe en fonction des âges, du nombre, de la dynamique, des intérêts...
- une relation d'adultes à enfants pensée comme une relation de personnes à personnes (ce qui signifie de ne pas considérer les enfants comme des mini-adultes, mais comme des personnes à part entière, à un moment particulier de leur développement) qui passe notamment par le tutoiement et le fait de s'appeler par son prénom,
- une confiance dans les capacités des enfants à participer aux activités et dans le fait qu'elles-ils aient des choses intéressantes à nous dire et à partager,
- ...

Libérer

la parole : un changement systémique ?

Pour nombre d'enfants et de jeunes, ces rencontres ont été une première expérimentation de ce droit. Ils-elles l'ont d'ailleurs relevé. Les conditions nécessaires sont loin d'être toutes réunies dans leur quotidien, que ce soit à l'école, dans l'accueil extrascolaire, les maisons de quartier... reléguant cette préoccupation bien loin dans l'ordre des priorités. Les difficultés rencontrées pour l'élaboration du panel de groupes en est un indicateur : dédier trois séances de deux heures aux droits de l'enfant n'a pas été une mince affaire...

Ce constat nous semble aussi révélateur d'une certaine

impuissance face à ce sujet pourtant essentiel. De plus, mettre en œuvre les droits de l'enfant, laisser les enfants s'exprimer et participer engendre quasi mécaniquement une perte de pouvoir des adultes. Si les enfants ont leur mot à dire, s'ils-elles ont la possibilité de donner leur opinion, de choisir et d'être entendu-e-s, alors la place des adultes bouge et c'est toute l'institution qui est chamboulée. Ce changement de paradigme est déstabilisant et nous comprenons aisément qu'il soit difficile de le mettre en place. Il n'existe pas, à l'heure actuelle, une culture des droits de l'enfant incarnée dans le quotidien des différents espaces investis pas les enfants.

L'Éducation active comme perspective ?

Si le dispositif que nous avons proposé permet aux enfants et aux jeunes de vivre leurs droits, il n'est pas neuf dans nos pratiques. Les principes de l'Éducation active laissent la place aux individus et s'appuient sur les compétences et capacités de chacun-e pour construire un savoir collectif propre au groupe qu'ils composent. De facto, les droits se vivent et s'éprouvent dans ce type de démarche. D'ailleurs, les groupes que nous avons rencontrés qui ont eu le plus de facilités à s'exprimer et s'approprier rapidement le dispositif proposé, sont ceux qui vivent déjà un peu ou beaucoup l'Éducation active dans leur quotidien. Soit parce que l'école qu'ils-elles fréquentent porte ses valeurs dans son projet pédagogique, soit parce que les adultes qui les ont accompagné-e-s ont à cœur de leur faire vivre ces principes. Il s'agit d'une question d'habitude et d'entraînement pour les enfants à être entendu-e-s, reconnu-e-s comme des personnes compétentes et pleines de ressources et agissant dans ce sens.



L'Éducation active nous semble donc être une approche primordiale pour accompagner les enfants dans leur développement et leur faire vivre leurs droits au quotidien. Cela dit, il reste un travail conséquent dans la formation des professionnel-le-s de l'éducation pour faire bouger les choses et surtout le regard que portent la société et les institutions sur les enfants.

« Politiciens, politiciennes »

« On

va dire que c'est nous qui l'avons fait ? Y aura une pancarte avec nos noms pour dire que c'est nous ? »

A.,

H., N., 11 ans, Liège.

Les rencontres que nous avons menées ont été des moments remplis de relations de personne à personne, d'émotions, d'expérimentations... Nous sommes allés voir les enfants, dans leurs locaux, pour discuter de ce qui les préoccupait réellement. Il ne s'agit pas d'une relation administrative, d'un questionnaire impersonnel.

Nous avons laissé leurs paroles s'exprimer sans opérer de tri ou l'aiguiller sur le moment. Nous avons effectué ce travail dans un second temps, entre adultes, tout en restant fidèles à ce que les enfants nous ont dit. Nous ne voulions pas instrumentaliser leur parole, la modeler, la transformer pour qu'elle corresponde à ce que des adultes pourraient attendre.

Cette attention est partagée avec les enfants. Ils-elles sont plusieurs à nous avoir demandé ce qu'il serait fait de leurs idées et leurs paroles. Est-ce que les décideuses et décideurs politiques vont venir les voir ? Est-ce qu'ils-elles vont réaliser leurs propositions ? Que se passera-t-il ensuite ? Ces interrogations sont tout à fait légitimes au regard du travail et de l'investissement fournis par les enfants. Si nous avons eu le souci de reconnaître les efforts et le temps consacrés par les enfants, par exemple, en leur laissant leur affiche des droits de l'enfant mise en page et imprimée, il faudrait qu'il en soit de même pour les « politiciens et politiciennes » auquel-le-s s'adresse ce rapport. S'agissant donc du réel travail des enfants, il conviendrait que les adultes le considèrent *pour de vrai*. Il nous paraît important d'inscrire la participation des enfants dans une chaîne, un cercle vertueux qui débiterait par un quotidien « childfriendly » pour potentiellement aboutir à des recommandations politiques qui dépassent le cadre habituel des enfants.

En tout cas, si la volonté des Gouvernements en place est de solliciter la participation des enfants aux décisions politiques qui les concernent, il serait intéressant que les enfants puissent s'inscrire au quotidien dans des réalités qui permettent une participation directe et des perspectives plus larges, une réelle prise en compte de leurs besoins et potentialités par les adultes et les institutions qui les accueillent, un partage plus efficient du pouvoir... Pour les

instituer comme *sujets* d'un monde qui leur appartient et d'un futur qu'il leur incombe de dessiner.

Tel

est le défi d'un futur Plan d'Action relatif aux Droits de l'Enfant.

« *Vous*

dites : C'est fatigant de fréquenter les enfants. Vous avez raison.

Vous ajoutez : parce qu'il faut se baisser, s'incliner, se courber,

Se faire tout petit. Là, vous avez tort, ce n'est pas cela qui fatigue le plus, c'est le fait d'être obligé de s'élever, de se

*mettre sur la pointe des pieds jusqu'à la hauteur de leurs sentiments, pour ne pas les blesser ».*Janusz

Korczak, *Le*

droit de l'enfant au respect, 1928

Miroir Vagabond



*Le Miroir
Vagabond*

Présentation

Le Miroir Vagabond est une association socioculturelle qui vise une action globale de développement local et régional en milieu rural avec les populations par l'animation et la création artistique.

Activités

Travailler la citoyenneté active

Le Miroir Vagabond travaille avec des adultes, des jeunes et des enfants en milieu rural principalement avec une attention particulière à prendre en compte les populations les plus défavorisées. Toutefois, l'association travaille aussi avec « ceux qui ne se considèrent pas en difficulté » et avec lesquels les notions de participation, de vie collective, de créations culturelles sont aussi importantes à développer.

La

création est envisagée par le Miroir vagabond comme un levier d'expression, de participation et de changement sociétal.

Des

animations collectives

- Des projets participatifs selon une logique d'éducation permanente (populaire), sur des thématiques comme l'emploi, le logement, la santé, l'asile, la consommation, la démocratie participative...
- Des actions de développement communautaire dans des lieux de vie...
- Des formations permanentes pour adultes (se perfectionner en français, travailler la confiance en soi et la capacité de découvrir et ouvrir des pistes professionnelles ou d'utilité sociétale)
- Des ateliers d'expression et de créativité (théâtre, peinture, sculpture, écriture, cirque...)

Du

développement territorial

- Des

projets de développement culturel qui participent à l'identité d'une région et à sa fédération (par exemple l'organisation annuelle d'un festival de théâtre de rue, la co/organisation d'un festival de marionnettes tous les deux ans, un camion d'animation en itinérance pour aller vers la population...)

- Des projets de développement en matière d'habitat : qui augmentent le parc locatif ou acquisitif pour des familles à faibles revenus, qui mêlent partenariat public/privé, qui défendent des droits en matière de logement décent ou différent.

<http://miroirvagabond.be/> | +322 084 31 19 46

CONTACT : Patrick Navatte

p.navatte@miroirvagabond.be

Appel à don : Festival de théâtre en Inde

Bonjour Madame, bonjour Monsieur,

Je suis Patrick Navatte, je travaille depuis 10 ans au sein de

l'asbl Miroir Vagabond, je suis responsable de notre équipe en éducation permanente. J'ai travaillé 25 ans en France auparavant dans la compagnie-école « Théâtre du fil », compagnie-école qui recevait des jeunes placés par un juge pour enfants pour recevoir une formation de comédien/intervenant théâtre.



Je travaille régulièrement avec la compagnie théâtrale Indienne « Natya-chetana » depuis 1998. Je me rends régulièrement en Inde pour diriger des ateliers, co/mettre en scène avec Subodh PATANAÏK, participer à des tournées dans les villages, rencontrer les groupes de théâtre et associations avec lesquels il travaille.

Je me permets de vous écrire pour vous faire part d'un projet que je soutiens depuis plus de 20 ans et qui est depuis 2 ans extrêmement fragilisé.

Natya-Chetana organise un festival de théâtre pour les gens (Peoples theatre Festival) qui se déroule en Inde, plus précisément en Orissa, état considéré comme un des plus pauvres et des plus ruraux de l'Inde. Il se

déroule dans le village théâtre à 35 KM de la capitale de l'Orissa, Bhubaneswar. Il réunit en général 14 représentations pour un public de 2500 participants environ sur l'ensemble du festival.



Ce festival existe depuis 1991 et a été organisé vingt fois ; Chaque année est développé un fil rouge qui a pu être « Le théâtre de Rue », « Le théâtre pour enfants et plus spécialement pour les jeunes filles », « La mémoire du super cyclone » (Un cyclone en Octobre 1999 a tué en Orissa plus de 10000 personnes.

Natya Chetana a dénoncé artistiquement la mauvaise gestion des forêts avoisinant la mer et sa surexploitation par les grands industriels qui a eu pour conséquence que la mer déchainée a dévasté une plus grande surface de terre et a multiplié le nombre de décès)., « Le festival des femmes » (festival développant le leadership des femmes dans le théâtre, l'activisme social) etc. ...



Malheureusement et pour la première fois de sa longue vie, le Festival a été annulé en 2018

faute de moyen. Auparavant, il était financé principalement par des ONG ou associations européennes (Pays-Bas, l'Allemagne, la Norvège, Canada, Finlande) et plus rarement par des organisations

Indiennes ou des donateurs privés. L'Europe étant elle-même dans

des difficultés financières, le financement des ONG et des associations ayant diminué, il est de plus en plus difficile pour

Natya-Chetana d'obtenir des soutiens financiers. La corruption étant très prégnante dans leur pays, il se refuse à être financé par quelques partis politiques que ce soit, ce courage éthique réduit leur marge de manœuvre.



Le festival qui est un des moments forts de leur année, qui reçoit des compagnies de théâtre émergente de leur état (l'Orissa) mais aussi des troupes d'autres états de l'Inde et aussi de pays d'Asie (Chine, Bangladesh, Népal...) et une délégation étrangère des 5 continents, est remis en cause. Pour l'année 2019, ils veulent quoi qu'il se passe organisée leur Festival du 6 au 10 Avril 2019. Pour l'instant, Natya-Chetana n'a aucun subside pour cela. Un groupe théâtral du West Bengale

(Kolkata) veut participer en prenant à leur compte les frais de voyage, d'hébergement et jouer gratuitement en soutien à Natya-Chetana.

Pour information, Natya-Chetana est membre de deux organisations internationales, La FICEMEA (Fédération Internationale des Centres d'Entraînements aux Méthodes d'Education Active) et IDEA (International Drama Education Association)

C'est pourquoi, dans l'urgence, je lance pour la première fois de ma vie, à titre personnel, une campagne de soutien par un don possible pour que puisse se réaliser le Festival 2019. Le Festival coûte normalement environ 15000 Euros mais si déjà, nous pouvons réunir ne serait-ce qu'un cinquième de cette somme, Natya-Chetana sera très content de ce soutien et pourra organiser plus sereinement un festival même de plus petite facture.

J'en appelle modestement à votre intérêt pour l'éducation artistique, pour le théâtre, pour l'éducation, à votre conviction que l'entraide et la solidarité internationale, nationale, locale peut être une réponse au repli sur soi et à l'individualisation de nos sociétés.

Concrètement, vous pouvez faire un don de [5](#), [10](#), [100](#), [1000](#), un

millions d'Euros (J) sur le compte : BE75 [0004 5235 4951](#)
(compte créé pour la circonstance). En indiquant comme
communication, votre nom, la phrase « don pour Natya-Chetana »
et votre mail (qui me permettra de vous informer de la somme
récoltée au final).

**Je m'engage à vous faire un compte-rendu du Festival avec
photo et petit texte car je serai présent au Festival 2019
(J'ai déjà mon billet et mon visa).**

Toute personne voulant venir au Festival 2020 est la bienvenue
et je peux l'aider à organiser sa venue. Le logement et la
nourriture sont pris en charge.

Je vous remercie de
l'attention que vous m'avez porté, je vous envoie en pièce
jointe un petit dossier sur Natya-Chetana et le festival.

Si vous
voulez plus de renseignements, je vous joins les différents
sites
consultables des organisations dont je vous ai parlé dans mon
appel
et aussi mon mail et mon téléphone si vous voulez plus de
précisions de vive voix.

J'espère à très
bientôt.

Vous pouvez me joindre pour
tout renseignement supplémentaire, toutes questions :

Patrick

Navatte [0495317283](tel:0495317283)

pnavatte@gmail.com

site que vous pouvez
consulter :

<http://www.natyachetana.in>

<https://ideadrama.org/>

[Ficeméa](#)

Guide de survie

Découvrez le « Guide de survie en milieu sexiste » (tome 1) !

Aboutissement d'un travail participatif et militant du groupe « Pour une éducation à l'égalité des genres » des CEMÉA, le « **Guide de survie en milieu sexiste** » est une publication qui vise à déconstruire les grands mythes utilisés pour légitimer les inégalités entre les femmes et les hommes, dans notre société :

- *De toutes façons, c'est comme ça depuis la préhistoire...*
- *Les femmes et les hommes n'ont pas le même cerveau !*

▪ *C'est la faute aux hormones !*

▪ *L'instinct maternel, c'est merveilleux !*

Le guide propose d'autres niveaux de lecture, des éléments de contextualisation, des sources et références variées, une bibliographie conséquente, des réflexions sous forme de questions-réponses... afin d'ouvrir de nouvelles perspectives de libre arbitre !

Il est destiné à tou-te-s les acteurs et actrices de l'éducation (parents, enseignant-e-s, animateurs-animatrices, éducatrices-éducateurs, responsables d'établissement, travailleurs-travailleuses du secteur de la jeunesse ou de la culture...) en réflexion par rapport à l'égalité entre hommes et femmes.

« Le guide de survie en milieu sexiste » (tome 1) est disponible gratuitement en format électronique ou en format papier (en complétant le formulaire de demande) sur le site des CEMÉA : www.cemea.be/guidedesurvie

(Le tome 2 sortira dans le courant du premier semestre 2018.)

Les achats de la rentrée, c'est forcément rose pour les filles et bleu pour les garçons ... et forcément

coûteux

Pour les grandes enseignes de supermarchés, c'est même dès le début de juillet que la publicité parle de retour à l'école et que les rayons spécifiques au matériel scolaire fleurissent au plus près de l'entrée des magasins, histoire sans doute que nos chers petits n'oublient pas, dès le 3 juillet, que s'ils sont en « vacances », la rentrée des classes se profile ! Ces rayons ont de plus la particularité d'être dominés par la présence de deux couleurs : le rose et le bleu ! Questionnant ?

La question se pose à beaucoup de parents en cette fin de mois d'août : comment vais-je résister au marketing et à la vision totalement sexuée de l'offre de fournitures scolaires ? Si votre enfant a moins de dix ans, vous aurez droit à l'ensemble des personnages Disney ou Pixar et ceci dans les deux couleurs dominantes. Trouver un cartable, un crayon, une trousse sans Reine des neiges sur fond rose ou sans Flash Macqueen sur fond rouge ou bleu est une mission difficile. Le marketing est malin et efficace : les petites filles sont plus sensibles aux stratégies de vente, ce sera donc plus cher pour elles. C'est ce que certain-e-s auteur-e-s nomment «la taxe rose». Le marketing genré permet aussi d'augmenter la vente. Lorsque le matériel acheté n'est pas genré, il peut se transmettre familialement, mais si la boîte à tartines du «grand» Louis est garnie du dernier personnage Disney estampillé «Garçon», sa petite sœur Camille se verra offrir une boîte neuve ... rose !

L'autre question qui se pose aux parents à chaque rentrée des classes est le coût. La fameuse liste de fournitures demandée par l'enseignant-e ne représente au final qu'une part peu importante des coûts d'une année scolaire. Les achats de cette liste sont estimés à une moyenne de 50 € en maternelle, de près de 200 € en primaire, d'un peu plus en secondaire général, mais explosent lorsque l'on parle de filières

professionnelles où l'achat de matériel personnel est parfois très important.

Le moment de ces achats évolue. Il y a trente ans, la liste était donnée traditionnellement à la rentrée ; aujourd'hui, il devient presque obligatoire que celle-ci soit transmise aux parents dès le mois de juin. La liste du matériel devient dès lors non plus celle de l'enseignant-e, mais bien celle de l'équipe du degré, elle est réfléchiée entre rangements de fin d'année, bulletins, fatigue... et si les réflexions de l'été amènent l'enseignant à revoir son fonctionnement... c'est trop tard ! Il y a dans ce phénomène de «plus tôt au mieux», bien plus qu'un simple changement de temps. Cela marque le fait que l'école veut démarrer «tout de suite», ne pas laisser le temps à l'enfant et à l'enseignant-e de la transition entre les vacances et l'école. Il FAUT tout le matériel pour être opérationnel-le-s dès la rentrée quitte à ce que le scolaire empiète sur le temps familial des vacances dès l'achat du cartable de l'enfant le 6 juillet !

Un autre budget de plus en plus important est celui des manuels scolaires. Maria Arena, ancienne ministre de l'Éducation, avait prôné son retour dans les cartables en 2005. La ministre avait dès lors lancé une politique budgétaire pour permettre aux écoles primaires et secondaires (au 1 degré) de disposer tous les ans d'un budget pour l'achat de manuels scolaires. Il y avait cependant deux conditions à ces achats : les manuels scolaires devaient être agréés par le ministère et devaient servir comme manuels individuels (l'élève le complétant en cours d'année). Cette politique se perpétue depuis, en ayant cependant supprimé la deuxième condition. Ce fonctionnement semble néanmoins avoir été plus loin que son ambition première. La volonté première était d'apporter une réponse à la discrimination sociale de notre système scolaire, une attention aux plus faibles, une démocratisation de l'accès aux savoirs pour tous ; mais en permettant le retour de l'usage du manuel scolaire à l'école

(et ainsi aussi de soutenir l'édition), de nombreuses écoles sont passées au «Tout-manuel» pour lequel les budgets promis ne suffisent pas.

On fait donc de plus en plus appel au portefeuille des parents pour acheter tel ou tel manuel en précisant souvent qu' une «édition récente» est nécessaire. Il y a derrière cette petite remarque rien de plus qu'une facilité de travail : c'est plus facile de travailler avec une classe où chacun-e possède la dernière version du manuel, mais cela engendre aussi une obligation à l'acheter neuf ou une stigmatisation de l'élève qui aura dû s'acheter son livre en deuxième mains se verra rappeler sa différence sociale à chaque fois que sa veille édition ne correspondra pas à celle de sa voisine ou de son voisin. Dans un système scolaire qui est champion du monde de la discrimination sociale, ce type de «petits détails» ne nous semble pas à négliger. Pour nous, le manuel scolaire a sa place dans la bibliothèque de l'enseignant-e, comme outil de construction, de réflexion de sa pratique, il n'a pas sa place dans les mains de l'élève si l'on considère que la source de son apprentissage doit être celle de son questionnement personnel ou de celui de son groupe et non celle d'un livre écrit par un adulte en fonction d'un programme.

Tous ces coûts de rentrée ont eu pour conséquence de voir fleurir des politiques de «compensation». En Belgique, ce fut l'instauration d'une prime de rentrée scolaire liée aux allocations familiales. Nous questionnons cette politique. Ne valait-il pas mieux faire le choix d'un matériel de base offert aux enfants directement par le ministère pour chacun-e en pouvant être attentif-ve aux différents choix éthiques que cela supposait : choisir un matériel écologique, non-genré, sain ... pour diminuer la facture de chaque parent, plutôt que d'offrir un budget dont une part s'en va nourrir les droits de reproduction de Disney ...

Secteur École des CEMÉA

Depuis une vingtaine d'années, c'est la course à l'acquisition, la course au «bourrage de crânes», et les manuels (ou plutôt leurs auteurs) qui y ont leur large part de responsabilité. On a sans cesse élargi les programmes, ajouté de nouvelles matières, apporté de nouveaux développements ; toute classe qui se respecte possède aujourd'hui une bonne demi-douzaine au moins de manuels scolaires copieux, développés et complets ; les examens ont exagéré chaque année cet encyclopédisme qui devient comme une hantise mortelle pour l'école.

Célestin Freinet en 1964

Et si l 'école ...

[Cliquez sur l'article](#)



En avant pour la justice sociale au Québec

Par les Ceméa de Belgique

Durant la semaine du 8 mai, une délégation de militant-e-s des CEMÉA Belgique et de la FICEMÉA s'est rendue au Québec pour

rencontrer des organisations et participer au colloque du Mouvement d'Éducation Populaire et d'Action Communautaire du Québec (MÉPACQ).

Récit de la semaine :

Lundi, nous avons rencontré le secrétaire général du Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation (CSFEF). Autour d'une poutine, nous avons abordé les enjeux syndicaux à l'international, l'organisation en réseau des syndicats francophones ainsi que l'histoire du Québec, notamment autour de questions liées à l'éducation.



Suite à un rendez-vous avec Les Offices Jeunesse Internationaux du Québec (LOJIQ), nous avons été invités à un moment de rencontre avec Claude Poudrier afin qu'il présente le modèle pédagogique de Recherche-Action pour la Résolution de Problème Communautaire (RA : RPC), ainsi que le film « Porteurs d'espoirs » qui témoigne d'une expérience de la mise en œuvre de ce modèle. Ce moment fut riche en échanges. La présence d'une autre délégation de Belges représentants diverses associations et d'une personne ayant une expérience personnelle, en tant qu'enfant, de la RA : RPC était très intéressante.

Mardi, nous nous sommes rendus dans les bureaux du Forum Jeunesse de l'île de Montréal pour échanger sur la place des jeunes dans la société aujourd'hui et du travail du FJIM pour les impliquer à différents niveaux.





L'après-midi, nous avons pris le bus vers Trois-Rivières pour le colloque du MÉPACQ : « En action pour la justice sociale ! ». Pour la soirée d'ouverture, nous avons assisté à deux présentations suivies d'un moment d'échange. Pour commencer, Stéphanie Salagan nous a parlé de son expérience dans le camp d'Oceti Sakowin. Ce campement a été mis en place afin de protéger l'eau de la réserve indienne de Standing Rock du projet de construction d'un pipeline (Dakota Access Pipeline). Nous avons été très touché-e-s par ce témoignage et avons été choqué-e-s d'apprendre ou de réentendre comment le gouvernement Américain a mis fin aux différents camps destinés à protéger l'eau et poursuivre la construction du pipeline. Après quelques minutes de pause, Mélanie Lemay et Ariane Litalien ont témoigné d'avoir été victime d'un viol et comment la dénonciation de ceux-ci a été rendue impossible dans un contexte où la culture du viol est bien présente. Elles ont ensuite pris un temps pour raconter comment elles se sont rencontrées et ont lancé le mouvement Québec Contre les Violences Sexuelles pour dénoncer la manière dont les violences sexuelles sont abordées aujourd'hui. La soirée s'est poursuivie par un moment d'échange avec les trois intervenantes.

Mercredi matin, nous avons chacun-e pu choisir trois ateliers auxquels nous avons participé parmi : Actions dérangeantes, Bloquons le trafic, Porteur de paroles, Empowerment collectif des femmes, Rapport au territoire, Drop la bannière, Allyship et solidarité internationale, Flash-mob, Sérigraphie, Slam et Objet-symbole. Les ateliers duraient 45 minutes et avaient pour objectif de faire découvrir des pratiques, d'en démystifier certaines, de témoigner d'expériences, et d'échanger autour des diverses thématiques.





Après un moment de repas, nous avons assisté à une présentation de Vania Wright-Larin, « Comment agir concrètement sur notre milieu ? » autour des 13 règles de Saul Alinsky. Nous avons ensuite le choix entre plusieurs ateliers pour passer de la réflexion à l'action : Action dérangeante, Action artistique, Porteurs de paroles, Slam sauvage ou Flash-mob. En groupe, nous avons choisi un message, organisé une action, préparé le matériel nécessaire et peaufiné les détails avant de nous rendre dans le centre de Trois-Rivières pour un temps de revendication. Drop de bannière en haut d'un bâtiment, récolte de paroles sur l'importance des organismes communautaires, slams sauvages, flashes-mobs dans plusieurs endroits de la ville et installation artistique étaient au programme.

En parallèle de cette journée, une « équipe médias » s'est formée en matinée pour assurer la couverture médiatique des actions de l'après-midi.



La soirée festive proposée mercredi soir nous a permis de poursuivre les échanges entamés durant la journée, de rencontrer de nouvelles personnes et parler de nos luttes, de ce qui nous anime tout en continuant à découvrir l'approche communautaire telle que développée au Québec.

Jeudi matin, l'« équipe médias » a présenté au reste des

participant-e-s le fruit de la couverture des actions à Trois-Rivières. Ensuite, en plénière, nous avons fait le point sur le colloque et sur comment les différents moments avaient été vécus et ce qu'ils avaient permis avant de clôturer le colloque.

L'après-midi, nous avons repris la route pour rentrer à Montréal.

Vendredi, après une rencontre et une présentation de l'association Exeko, deux d'entre nous sont parties à bord d'idAction mobile, « une caravane philosophique et culturelle parcourant les rues de Montréal et destinée à tous les citoyen-ne-s, en particulier aux personnes en situation d'itinérance », afin de découvrir une des activités d'Exeko. Le reste de la délégation s'est rendue au stade olympique pour rencontrer le Conseil Québécois du Loisir. Nous y avons parlé d'animation volontaire, de formation à l'animation et avons envisagé des partenariats. Cette rencontre a été riche de partage et d'échange.

En milieu d'après-midi, le soleil que nous attendions tellement a pointé le bout de son nez. C'était le moment idéal pour rencontrer la présidente de la Fédération Internationale des Mouvements de l'École Moderne (FIMEM) et échanger en terrasse. Nous avons parlé des écoles publiques alternatives du Québec, de l'histoire de la fédération internationale et des différents mouvements de l'École Moderne.



Samedi, nous avons pris un temps entre nous pour faire le bilan de notre voyage, de nos rencontres, faire des allers-retours entre les attentes que nous avons et ce qui s'étaient déroulé pendant la semaine.

Tout au long du séjour, nous avons eu l'occasion de découvrir Montréal, assister à un spectacle du Cirque du Soleil, goûter aux spécialités culinaires et aux produits de l'érable,

Dimanche soir, l'avion nous a ramené vers Bruxelles après une semaine intense en rencontres, en partage, en luttes et en échanges !

Simon Sterkendries